



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

machines et équipements

Question au Gouvernement n° 1773

Texte de la question

ALSTOM

M. le président. La parole est à M. Sergio Coronado, pour le groupe écologiste.

M. Sergio Coronado. Monsieur le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, Alstom est une entreprise reconnue mondialement dans les secteurs de l'énergie et des transports. Groupe intimement lié à l'histoire industrielle de notre pays, constructeur du TGV, fournisseur historique d'EDF et impliqué dans d'autres secteurs stratégiques, vivant en partie de la commande publique, Alstom est également une entreprise globale présente aux quatre coins du monde. Le 5 avril dernier, Alstom a livré le nouveau système de métro à Panama City. À Caracas, il participe au prolongement de la principale ligne du métro, comme il l'avait fait à São Paulo au Brésil.

Alstom connaît certes des difficultés, notamment une capitalisation boursière en baisse, une conjoncture morose et une absence de marges de manœuvre financières ; sa taille limite ses interventions sur le marché international. Mais la situation du groupe est loin d'être aussi périlleuse qu'en 2003. Le groupe a enregistré 800 millions d'euros de bénéfices sur les exercices 2012 et 2013, et a d'ores et déjà réalisé des investissements qui pourraient permettre son redressement.

Un député du groupe UMP . Grâce à Sarkozy !

M. Sergio Coronado. Sa situation est d'autant moins périlleuse qu'il intervient dans des secteurs en pleine expansion, comme la mobilité durable et les énergies renouvelables. Dès lors, quelle urgence y a-t-il à démembrer un groupe industriel qui emploie près de 95 000 personnes dans le monde et 18 000 en France, avec un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros ?

La question qui se pose aujourd'hui n'est pas tant celle du nom du repreneur d'Alstom que celle des perspectives industrielles du groupe et de ses salariés, dans un monde globalisé et concurrentiel. Le gouvernement n'a pas donné de réponse à cette question en 2004, alors même qu'il était en capacité de le faire grâce à la nationalisation partielle autorisée par la Commission européenne.

Monsieur le ministre, face au démantèlement de ce fleuron de notre industrie, quelle est vraiment la stratégie du Gouvernement ? Une nationalisation partielle et temporaire du groupe, en reprenant la part de l'actionnaire principal Bouygues, qui souhaite se désengager du capital et à qui l'État avait vendu ses parts, est-elle envisagée sérieusement ? Quels sont les moyens dont le Gouvernement dispose pour faire émerger à l'échelle européenne un géant de l'énergie et des transports ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et GDR, ainsi que sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique. Monsieur le député, il n'est pas écrit que le démantèlement d'Alstom serait salutaire pour cette belle entreprise ! Il n'est pas écrit que ce démantèlement, ce dépeçage, devrait se faire de surcroît au détriment de nos centres de décision !

M. Jacques Myard. Bravo !

M. Arnaud Montebourg, ministre. Je n'ai pas envie que les vingt-cinq départements de France concernés par ce dossier et leurs députés viennent nous voir pour solliciter des investissements, à charge pour nous d'aller les demander dans le Connecticut ! Il n'est pas écrit cela.

M. Patrick Devedjian. Vous n'avez pas un sou !

M. Arnaud Montebourg, ministre. Voilà pourquoi nous nous sommes battus pour avoir le choix entre au moins deux solutions de reprise. La proposition de Siemens, qui n'a pas la préférence d'Alstom aujourd'hui, a le mérite d'être sur la table et d'intéresser le Gouvernement. Pourquoi ? Parce que constituer une alliance européenne nous fournit des cordes de rappel. Lorsque Bosch désinvestit en France, lorsqu'Areva rencontre des problèmes en Allemagne, nous nous parlons, entre membres des deux gouvernements français et allemand !

Mme Claude Greff. Ah bon ?

M. Arnaud Montebourg, ministre. Ce n'est pas le cas avec le gouvernement américain, qui est fédéral, très éloigné des intérêts de ses entreprises et qui ne souhaite donc pas intervenir. Mais notre tradition, celle du capitalisme rhénan, du capitalisme français, du capitalisme européen, se caractérise par une coopération des entreprises avec les pouvoirs publics. Voilà pourquoi nous avons sollicité Siemens : nous lui avons demandé de faire une proposition qui corresponde aussi à nos intérêts industriels, humains, sociaux et économiques. À nous, maintenant, de nous positionner.

Monsieur le député, vous avez évoqué une troisième solution. Elle a été proposée par les syndicats et évoquée ce matin par certains parlementaires, issus de tous les bancs de cet hémicycle. Nous la mettons à l'étude, car rien n'est jamais écrit. Je ne suis pas un apôtre de la fatalité des marchés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Sergio Coronado](#)

Circonscription : Français établis hors de France (2^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1773

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, redressement productif et numérique

Ministère attributaire : Économie, redressement productif et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er mai 2014](#)